

"Le «plan Werner» soumis à l'examen du Marché commun" dans Corriere della Sera (27 octobre 1970)

Légende: Le 27 octobre 1970, le quotidien italien Corriere della Sera décrit les espoirs et les critiques suscités par les propositions du Comité Werner sur la réalisation par étapes d'une Union économique et monétaire entre les Six.

Source: Corriere della Sera. dir. de publ. SPADOLINI, Giovanni. 27.10.1970, n° 243; anno 95. Milano: Corriere della Sera. "Il piano Werner all'esame del Mec", auteur:Ballardin, G.F. , p. 6.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_plan_werner_soumis_a_l_examen_du_marche_commun_dans_corriere_della_sera_27_octobre_1970-fr-8022b4c9-bf11-435c-839e-8fe439c74199.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

La création d'une monnaie européenne commune

Le «plan Werner» soumis à l'examen du Marché commun

De notre envoyé spécial

Luxembourg, le 26 octobre

L'ambitieux projet de lancer une monnaie européenne commune qui entérinerait en 1980 l'unification économique et monétaire des pays de la Communauté a-t-il des chances de devenir réalité ou ne serait-il qu'une belle utopie? C'est la question que l'on se pose ce soir dans les sphères du Marché commun au terme de la réunion qui a permis aux ministres de la Communauté de procéder à un premier examen attentif du dit «rapport Werner». Il s'agit d'un plan par étapes élaboré par un groupe d'experts gouvernementaux et communautaires, placé sous la direction du Premier ministre luxembourgeois et actuellement étudié par les organes communautaires qui devront adopter une décision globale.

Le plan Werner représente une énième tentative vers la création d'une Europe unie, y compris sur le plan politique, et dont les décisions émaneraient des institutions communautaires de Bruxelles et de Luxembourg. Le plan prévoit l'élaboration progressive d'une «union économique et monétaire», caractérisée par la convertibilité totale et irréversible des monnaies, l'élimination des marges de fluctuation des cours de change, la fixation irrévocable des rapports de parité et la libéralisation totale des mouvements de capitaux entre les pays de la Communauté.

À partir de 1980, selon le plan Werner, les principales décisions en matière de politique économique ne seront plus adoptées au niveau national, mais au niveau communautaire, non plus à Rome ou à Paris, mais à Bruxelles. Les gouvernements nationaux devraient ainsi abandonner une grande partie de leurs prérogatives actuelles en faveur des autorités communautaires. Ce processus graduel devrait débiter l'année prochaine et déboucher en 1980 sur la création d'une monnaie européenne commune et la construction de deux organismes à caractère fédéral: un «superministère» européen des affaires économiques, situé bien évidemment à Bruxelles, et une sorte de banque fédérale européenne.

Réalité ou utopie? Pour le moment il est difficile de se prononcer. Le célèbre économiste américain Milton Friedman a déclaré que, d'après lui, la création d'une monnaie européenne ne pourra pas voir le jour tant qu'il n'y aura pas de fédération européenne. Le Marché commun, a-t-il ajouté, ne conduira pas à l'unification politique de l'Europe. Les dirigeants de la Communauté ne partagent pas du tout cette opinion. Les gaullistes de stricte obédience, comme M. Debré, s'y opposent car ils considèrent ce projet comme une atteinte à l'encontre du sacro-saint principe de souveraineté nationale. Le gouvernement de Paris est encore indécis quant à la ligne de conduite à suivre.

Lors de son intervention d'aujourd'hui, restée très vague, le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. Pedini (qui dirige la délégation italienne en attendant l'arrivée du ministre M. Moro), a déclaré que le plan Werner s'inscrivait indéniablement dans la logique du développement des Communautés européennes, car il ne pouvait pas y avoir de réelle unification économique sans une unification monétaire. M. Pedini a d'ailleurs annoncé que les premières réactions italiennes étaient positives. Néanmoins, selon le gouvernement de Rome, pour atteindre le stade final de la création d'une monnaie européenne commune, tous les pays de la communauté devront démontrer leur détermination à vouloir faire l'Europe. «Il serait en effet illusoire, a conclu le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, de croire que la construction de la politique européenne puisse uniquement résulter d'une concertation progressive, et toutefois nécessaire, des nations sur le plan de leurs instruments économiques».

Au cours de l'après-midi, M. Pedini a invité les ministres du Marché commun à mettre enfin en application les résolutions formulées dans le préambule du traité de Rome, restées jusqu'à aujourd'hui lettre morte, concernant la nécessité de créer une politique régionale communautaire en faveur des régions sous-développées et, en particulier, du sud de l'Italie.

